

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HAUT-DOUBS RECYCLAGE

Rue du Stade
BP 7
25120 Maîche

Références : UID257090/SPR/AB/2025-1001A
Code AIOT : 0005902886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement HAUT-DOUBS RECYCLAGE implanté Rue du Stade BP 7 25120 Maîche. L'inspection a été annoncée le 15/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre des suites données par l'exploitant aux non-conformités constatées lors de la visite d'inspection du 25/04/2024. Le site ayant fait l'objet d'un incendie en 2020, une attention particulière a été portée sur cette thématique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HAUT-DOUBS RECYCLAGE
- Rue du Stade BP 7 25120 Maîche
- Code AIOT : 0005902886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Massacrier a été rachetée par le groupe E3R en août 2024 et a changé de dénomination en janvier 2025 pour devenir Haut-Doubs Recyclage. Le site de Maîche emploie 9 personnes dont 3 chauffeurs en base vie. L'activité est principalement orientée vers les déchets métalliques et la dépollution des véhicules hors d'usage (VHU).

En 2023, les chiffres représentatifs des activités principales étaient les suivants : 5560 tonnes de métaux et 586 VHU pris en charge.

L'exploitant a indiqué que le volume d'activité en ce qui concerne les métaux a été divisé par 2 pour des raisons conjoncturelles liées marché actuel et fonctionnelles depuis la reprise du site par le groupe E3R. Il convient également de souligner que l'activité VHU a fortement baissé avec 417 véhicules pris en charge en 2024 et 136 depuis le début de l'année 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Alerte et lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 7.2.3	Demande d'action corrective	4 mois
8	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 13-IV	Demande d'action corrective	4 mois
10	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 7.4	Demande d'action corrective	1 mois
11	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 – I	Demande d'action corrective	4 mois
12	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 – II	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Opérations préalables de dépollution	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.1	Sans objet
2	Composants métalliques, verres, plastiques extraits des	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	véhicules		
3	Attestation de capacité	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.14	Sans objet
4	Mesures des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 4.3.6	Sans objet
5	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 27	Sans objet
6	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 4.2.4 - Art 7.5.3	Sans objet
9	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 5.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des progrès ont été réalisés notamment en ce qui concerne :

- les moyens de lutte contre l'incendie avec le parc d'extincteurs totalement remplacé et vérifié périodiquement par un organisme agréé ainsi que la mise en place selon les recommandations du SDIS d'un raccordement au bassin de rétention dont la partie inférieure constitue une réserve d'incendie de 350 m³ ;
- le respect des valeurs limites d'émission avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et l'entretien régulier des dispositifs de traitements de ces effluents ;
- les opérations de dépollution des VHU.

Néanmoins la visite d'inspection a mis en évidence :

- le débit insuffisant des poteaux d'incendie ;
- l'absence de dispositifs (piges, bornes, ...) permettant de contrôler la hauteur des dépôts en partie Ouest du site ;
- la nécessité de réaliser un nouveau contrôle des installations électriques afin de vérifier que les travaux réalisés ont permis de supprimer les risques d'incendies ;
- les lacunes du plan de défense qu'il conviendra de corriger : complétude, mise à disposition des informations, accès en périodes non ouvrées, ... ;
- l'exercice de défense contre l'incendie à réaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Opérations préalables de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets
Prescription contrôlée : 1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage : - les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;

- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 25/04/2024

« L'exploitant réalise les opérations de dépollution suivantes :

- batteries retirées et traitées par Métal Blanc
- les pots catalytiques sont retirés, la filière de destination est NRM '(New Raw Material)
- les éléments filtrants sont laissés sur les moteurs qui sont repris par SOREMO
- les fluides frigorigènes sont retirés par la société VARIN MICKAEL agréé pour le retrait des gaz de climatisation.
- les airbags Neutralisés par débranchement de la batterie lors de la primo réception du VHU.
- Tous les fluides sont retirés : liquides de refroidissement, liquides de freins, essence et gasoil, liquide lave glace et huiles moteurs. Tous les fluides sont récupérés par CHIMIREC (Montmorot)
- Les pneumatiques sont démontés, déjantés et sont repris par Alpha recyclage (Brevans)

Les airbags ne sont ni retirés ni neutralisés. C'est une non-conformité

Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant que la déconnexion de la batterie lors de réception du VHU ne permet pas de neutraliser les airbags et que le risque d'ignition demeure.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : l'exploitant doit se mettre en capacité de procéder au retrait ou à la neutralisation des airbags. »

Le registre d'enlèvement est géré sur le logiciel NESSY, les opérations de dépollution suivantes sont réalisées :

- les batteries sont retirées et traitées par Campine France, dernier enlèvement le 03/09/2025
- les pots catalytiques sont retirés, la filière de destination est NRM '(New Raw Material), dernier enlèvement le 14/05/2025
- les fluides sont retirées et récupérées par CHIMIREC, dernier enlèvement le 21/08/2025 pour les huiles, le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la date du dernier enlèvement pour les liquides de refroidissement, les liquides de frein ainsi que les carburants en mélange (gasoil+essence).

La visite terrain a permis de constater la présence d'un désactivateur d'airbag et la réalisation des différentes opérations de dépollution. IL n'y a pas de véhicule en attente de dépollution le jour de la visite.

Remarque : il a été constaté la présence 2 véhicules dépollués et empilés dont un avec une roue (l'employé chargé des opérations de dépollution a expliqué que les boulons qui maintiennent cette roue sont grippés et qu'il est prévu de faire appel au chalumiste du site)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Composants métalliques, verres, plastiques extraits des véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets

Prescription contrôlée :

Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 25/04/2024

« L'exploitant ne retire que les moteurs, les démarreurs et les alternateurs. Pour pouvoir être exonéré des opérations de séparation des composants métalliques, verres et plastiques, l'exploitant n'a pas produit de documents attestant que ces opérations sont effectuées par les broyeurs destinataires. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier que les composants métalliques (cuivre, aluminium, magnésium), ainsi que les composants volumineux en plastique (tableaux de bords et récipients de fluides) et le verre sont séparés du véhicule par les broyeurs agréés ESKA.et ACYCLEA. »

Les moteurs sont extraits des véhicules et traités par SOREMO, derniers enlèvement le 09/09/2025 et le 04/09/2025 pour les moteurs en aluminium.

Les éléments en plastique et le verre sont expédiés à Longvic où se trouve le centre VHU du groupe E3R - Bourgogne Recyclage. Le verre est ensuite traité par SIBELCO (42610) et le plastique via INDRA (réseau Renault pour laquelle E3R a une offre de reprise).

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les dernières dates d'expédition, néanmoins la visite terrain a permis de constater la présence de 2 conteneurs avec des parebrises et des pare chocs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Attestation de capacité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.14
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.
Constats : <u>Constat de la visite d'inspection du 25/04/2024</u> <i>« Depuis l'incendie de son installation en 2020 qui a notamment détruit le matériel de dépollution, l'exploitant a recours à la sous-traitance pour le retrait des fluides frigorigènes. Il fait appel actuellement à la société VARIN MICKAEL.</i> <i>La circulaire du 27/08/2012 relative aux modalités d'application de l'AM du 2 mai 2012 autorise les centres VHU à sous-traiter le cas échéant l'opération de retrait des fluides frigorigènes, dès lors que ce retrait s'effectue bien dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel.</i> <i>Cela ne dispense pas toutefois le centre VHU de disposer d'une attestation de capacité qui est un pré-requis pour l'obtention de l'agrément d'un exploitant de centre VHU.</i> <i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i> L'exploitant doit prendre des dispositions pour obtenir une capacité pour les fluides frigorigènes dans un délai de 3 mois. »
L'établissement dispose d'une attestation de capacité attribuée le 13/09/2024 pour une période de 5 ans, soit une validité jusqu'au 12/09/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le réseau collectif, les normes suivantes :
Constats : <u>Constat de la visite d'inspection du 25/04/2024</u> <i>« L'analyse des rejets aqueux réalisée par le laboratoire LDA39 d'après les prélèvements effectués le 24/10/2023 montre que 2 paramètres sont non conformes :</i> - DCO : 227 mg/L pour une VLE de 125 mg/l - Indices hydrocarbures : 16 mg/l pour une vLE de 5 mg/l

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'effectuer une nouvelle analyse dans un délai d'un mois et de transmettre le rapport à l'inspection dès sa réception. Compte tenu de l'absence d'entretien des séparateurs hydrocarbures en 2023, il serait plus opportun de réaliser les analyses à l'issue des opérations d'entretien des dispositifs de traitement des effluents.

L'exploitant devra particulièrement veiller à ne pas se limiter aux paramètres indiqués dans l'arrêté préfectoral et s'assurer que les prochaines analyses portent également sur les paramètres indiqués à l'article 17-2 de l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713.»

Le rapport du 28/07/2025 par le laboratoire Wessling correspondant aux prélèvements effectués en date du 16/07/2025 a été transmis par l'exploitant. Son examen a permis d'en constater la complétude et le respect des VLE (pas de dépassement constaté).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 27

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constats

Constat de la visite d'inspection du 25/04/2024

« L'exploitant a transmis les justificatifs (rapport + facture d'intervention + BSD + certificat d destruction) correspondant à l'entretien par la société ATIC du bassin et des séparateurs hydrocarbures.

Le 10/06/2022, ATIC a réalisé l'entretien des 4 séparateurs à hydrocarbure (pompage, nettoyage complet et remise en eau) et du regard en sortie de bassin (pompage et nettoyage).

Le 01/06/2023, ATIC a réalisé l'entretien du bassin : pompage, raclage manuel et nettoyage HP du bassin. Ainsi qu'un entretien de différents ouvrages. Le rapport d'intervention mentionne :

- pompage, nettoyage de la chambre à vanne

- pompage, nettoyage et remise en eau du petit séparateur à hydrocarbures situé à droite du pont

bascule

- écrémage du gros séparateur à hydrocarbures situé en amont du bassin.

Interrogé sur la raison pour laquelle les séparateurs n'ont pas fait l'objet d'un entretien complet, l'exploitant a répondu que son prestataire avait estimé après contrôle que cette opération n'était pas nécessaire.

C'est une non conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire procéder à l'entretien (vidange et curage) des 4 séparateurs dans un délai de 3 mois. »

L'entretien des dispositifs de traitement a été réalisé le 16/07/2024 et le 14/05/2025 par la société ATIC. Les opérations suivantes ont été réalisées :

- pompage, nettoyage et remise en eau des 4 séparateurs hydrocarbure (18 - 3 - 1,5 - 9 m³) ;
- pompage et nettoyage du regard (chambre à vanne) en sortie de bassin ;
- hydrocurage de 10m linéaire de conduites réseau menant au séparateur principal ;
- écrémage de la cuve de rétention située sous les bennes moteurs (en 2024) ;
- écrémage du bassin (en 2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 4.2.4 - Art 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.

Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

[...] les modalités de mise en œuvre du dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévu à l'article 4.2.4 [...]

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 25/04/2024

« Il y a une vanne d'isolement située en aval du bassin après le séparateur. Au cours de la visite terrain, il a été demandé à l'exploitant de la manoeuvrer afin de vérifier son bon fonctionnement. Le test a été concluant et n'amène pas d'observations.

Le pompage et le nettoyage de la chambre à vanne ont été effectués en 2023 par la société ATIC.

Cependant la vérification périodique de la vanne n'est pas réalisée, et son fonctionnement n'a pas été défini par consigne.

C'est une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : *Il est demandé à l'exploitant de procéder à la vérification régulière du dispositif d'isolement et reporter cette opération dans un registre tenu à la disposition de l'inspection. Par ailleurs, la mise en fonctionnement et son emplacement devront être intégrés aux consignes d'exploitation pour le personnel. »*

Le registre de sécurité a été consulté, la dernière vérification reportée dans le registre est datée du 25/08/2025. Le bon fonctionnement de la vanne a été contrôlé lors de la visite, le test est concluant et n'amène pas d'observations.

Le niveau du bassin a également été contrôlé : il affleure le dispositif de trop plein situé à une hauteur d'environ de 0,7 m par rapport au fond du bassin et garantissant le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction d'incendie. La partie inférieure du bassin constitue la réserve d'incendie. Le dispositif de trop plein (permettant de disposer d'un volume de rétention suffisant) n'est pas colmaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Alerte et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;
- de plans des ateliers et des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m3 par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours);
- les moyens en eau sont complétés par la réserve d'eau de 350 m3 compris dans les 850 m3 du bassin de collecte des eaux d'extinction.

Ce bassin est accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter. La profondeur du point de pompage doit tenir compte de la possibilité de gel ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la

vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

[...]

Constats :

Constat de la visite d'inspection du 25/04/2024

« Le site est équipé d'extincteurs obsolètes qui ne font pas l'objet d'une maintenance et d'une vérification périodique. C'est une non-conformité. Par ailleurs, le bassin n'est pas équipé de prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter. L'exploitant ne dispose pas de données récentes en ce qui concerne le débit des 2 poteaux d'incendie à proximité du site. Le porter à connaissance datant de 2014 indique un débit de 37 m³/h pour la borne incendie proche de l'entrée du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de revoir intégralement son réseau d'extincteurs en procédant au remplacement des matériels obsolètes et en vérifiant le bon dimensionnement du dispositif d'extinction : extincteurs en nombre suffisant, accessible et adaptés au risque. La liste des extincteurs et autres moyens de lutte affichée dans les locaux du personnel sera actualisée et associée à un plan de description des dangers qui sera également affiché. Ces 2 éléments ainsi que le justificatif de remplacement des extincteurs seront transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit se mettre en capacité d'assurer le pompage des eaux du bassin par les services de secours. A ce titre, il conviendra de se rapprocher du SDIS pour s'assurer des moyens attendus pour la bonne réalisation de cette opération.

En ce qui concerne les poteaux d'incendie, Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du gestionnaire du réseau et de transmettre la dernière valeur de débit mesurée »

Le réseau d'extincteur a été remplacé comme en témoigne la facture datée du 08/07/2024 de AE Incendie. Le plan des moyens de secours présenté par l'exploitant indique la présence de 8 extincteurs poudre, 2 extincteurs CO₂ et 3 extincteurs eau. Un plan des zones de danger a été établi. La vérification des extincteurs et des RIA a été effectuée le 25/07/2025 par la société AE Incendie d'après le registre de sécurité. La facture correspondante datée du 31/07/2025 en atteste.

Pour permettre le pompage des eaux du bassin, l'exploitant a procédé à l'installation d'un raccord pompier, avec tube plongeur dans le bassin, suivant les recommandations des services du SDIS à la suite à leur visite du 15 mai 2024.

D'après les informations communiquées à l'exploitant le 5 septembre par le gestionnaire du réseau, les poteaux d'incendie à proximité du site disposent d'un débit compris entre 25 et 27 m³/h sous 1 bar, donc très inférieur à 60 m³/h. C'est une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du gestionnaire du réseau afin d'étudier la possibilité d'augmenter le débit, dans le cas contraire il devra proposer une solution alternative qui sera à valider avec le SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 13-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> [...]
Constats : <u>Constat de la visite d'inspection du 25/04/2024</u> <i>« La zone des ferrailles à découper, située en partie sud de l'installation, se trouve à plus de 100 mètres des habitations. La hauteur du dépôt de déchets métalliques stockés dans cette zone excède 6 mètres. (en l'absence de piges, elle a été évaluée à 8 mètres en se basant sur le mur de renfort d'une hauteur de 5 mètres environ d'après l'exploitant) C'est une non-conformité.</i> <i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'Inspection sous 1 mois les éléments permettant de justifier le retour à une situation conforme (photos avec éléments de comparaison pour s'assurer du respect de la hauteur des dépôts).</i> <i>Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de disposer de moyens pour évaluer notamment la hauteur de ses stocks (piges, ...) »</i> <p>Par comparaison avec le mur d'enrochement dont la hauteur est de 4,5 mètres selon le document de réponse de l'exploitant du 10/09/2024, la hauteur du dépôt de ferraille en attente de cisailage situé au Sud du site a été évalué à 6 mètres environ. L'exploitant explique qu'une panne de la presse cisaille en est la cause et qu'en mode « normal » la quantité des déchets métalliques entreposée à cet endroit est moindre.</p> <p>En revanche, il n'y a pas de dispositifs (piges, bornes, ...) permettant de contrôler la hauteur des stocks de platinage disposés le long de la limite Ouest du site. C'est une non-conformité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra se mettre en capacité d'évaluer la hauteur des dépôts métalliques entreposés côté Ouest de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 5.1.3
--

<p>Thème(s) : Risques chroniques, Installations internes de transit des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En particulier, les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. En tant que de besoin les bennes contenant des déchets susceptibles d'être souillés par des substances miscibles seront protégées des eaux météoriques. Par ailleurs, l'entreposage des pièces et éléments mécaniques souillés ou qui contiennent des hydrocarbures ainsi que les tournures doivent être entreposés sous abri.</p> <p>En particulier le sol du bâtiment de 438 m2 dans lequel sont entreposé les métaux, les déchets ferreux et matériels gras comporte un sol profilé étanche auquel est associé en son point bas une cuve enterrée de 1,5 m3 pour la collecte des égouttures.</p> <p>En outre, les déchets tel que batteries, pots catalytiques, produits liquides récupérés (hydrocarbures, antigel, liquides de refroidissement, lave glace, filtres etc) sont impérativement stockés sous abri et sur rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 25/04/2024</u></p> <p>« Les moteurs retirés des VHU sont répartis en fonction de leur composition dans 2 bennes sous abri avec sol étanche et collecte des égouttures dans une cuve enterrée.</p> <p>Les batteries sont stockées à l'extérieur dans une benne inox recouverte par une tôle pour prévenir le lessivage par les eaux météoriques. C'est une non-conformité car cela ne permet pas de s'assurer en toute circonstance de la mise à l'abri des batteries.</p> <p>Les liquides issus de la dépollution des VHU sont stockés sous abri et sur rétention. Au cours de la visite, l'inspection a constaté la présence de 2 cuves pour les huiles de vidange. Une cuve pleine sur rétention et une seconde sans rétention avec une petite quantité d'huile. L'exploitant a indiqué avoir recours à cette seconde cuve, de manière exceptionnelle, en raison du retard de l'intervention de son prestataire Chimirec. C'est une non-conformité. Le stockage sans rétention des liquides récupérés est interdit. L'exploitant de faire procéder à l'enlèvement des huiles de vidange ou mettre celles-ci sur rétention dans les meilleurs délais.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'organiser pour stocker la benne de batterie avec les 2 bennes moteurs à l'abri et sur rétention dans un délai d'un mois. Une photo sera transmise à l'inspection pour témoigner du stockage des batteries conforme à la prescription de l'arrêté préfectoral. Le bon correspondant à l'enlèvement des huiles de vidanges ou le justificatif de la mise sur rétention des huiles sera également transmis. »</p> <p>La benne de batterie a été déplacée à côté des bennes de moteurs sur la plateforme équipée d'un auvent et disposant d'une cuve enterrée de rétention. Les fluides issus de la dépollution (huiles, carburants, liquides de freins ...) sont également stockés sous le auvent et sur rétentions dédiées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des Installations Classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Le rapport n° V8162538 de vérification périodique des installations électriques réalisées par Contrôle&Formation le 30/04/2025 fait état de <u>41 observations ou non conformités</u> ; le compte rendu de vérification périodique (Q18) daté du 30/04/2025 conclue que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a présenté la facture n° EGV-7426 datée du 20/06/2025 correspondant à des interventions effectuées par la société Electricité Guyon Villemagne en janvier 2025 pour la levée des observations n°4 à 67 selon le rapport n° V7412481. Les travaux visant à la mise en conformité des installations électriques sont en cours. Le jour de la visite, l'exploitant a présenté la liste récapitulative des observations issues de la vérification datant du 30/04/2025 et sur laquelle ont été surlignées les défauts qui ont été corrigés. L'exploitant n'est toutefois pas en mesure de démontrer que les risques d'incendies ont été supprimés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il conviendra donc de faire procéder à une nouvelle vérification des installations électriques dans un délai d'1 mois afin de s'assurer de l'absence de risque d'incendie ou d'explosion
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 – I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Prescription contrôlée : « L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. « Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. « Il comprend au minimum :

« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

Constats :

Le plan de défense incendie (PDI) transmis au format numérique par l'exploitant avant la visite d'inspection, n'est pas un document consolidé, c'est un ensemble de documents sous différents formats. D'après les indications figurant dans les différents éléments, il a été mis à jour le 05/02/2025. Il n'y a pas de plan de circulation comme annoncé dans le sommaire.

Le PDI n'a pas été transmis aux services d'incendie et de secours et il n'est pas mis à disposition à l'entrée du site (boîte pompier avec clé triangle par exemple)

Le PDI comporte les consignes à tenir en cas d'incendie et un récapitulatif des éléments à communiquer aux secours et pour leur accueil sur site, ainsi que la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir.

Le PDI comporte une fiche de consignes à tenir en cas d'incendie. Ce document préconise, en cas de détection d'un départ de feu, l'utilisation des extincteurs/RIA, l'évacuation des personnes présente au point de rassemblement à l'entrée du site et la fermeture de la vanne de rétention. Le document « opérations de mise en sécurité » indique notamment : « *ouverture des portails pour arrivées secours* » et « *ouvrir toutes les portes et les rideaux métalliques afin de pouvoir accéder au bâtiment* » ; il ne prévoit pas de mesures organisationnelles pour dégager les voies

engins et les aires de mise en station.

Les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées ne sont pas précisées dans le PDI.

Le PDI ne comporte pas les plans de situation des réseaux d'alimentation et des réseaux de collecte.

Un plan de stockage sans précision des volumes et des zones de dangers ainsi que d'un plan des moyens de secours mais dans lequel il n'est pas fait mention des poteaux d'incendie situés à proximité.

L'article 13 prévoit que l'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment (y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation). L'état des stocks est théoriquement accessible via le logiciel NESSY dans lequel sont reportés les entrées et sorties et sur la base d'inventaires réalisées 2 fois par an. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de sortir un état des stocks instantané en raison des temps de calcul réclamés par cette opération. Le logiciel dispose cependant d'une fonction « état pompier » mais qui n'a pas encore paramétré pour ce site.

Le PDI ne comporte pas de justification des compétences en matière de formation, de qualification et d'entraînement. L'exploitant a présenté un devis daté du 15/09/2025 par la société AE incendie pour une formation à la manipulation des extincteurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le PDI devra être complété avec les éléments suivants :

- plan de circulation
- mesures organisationnelles pour dégager les voies engins et les aires de mise en station
- définition et mise en place les modalités d'accès pour les services d'incendies et de secours en périodes non ouvrées permettant notamment de ne pas avoir à forcer l'accès en cas de sinistre
- plans de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation et les réseaux de collecte avec les éléments attendus comme prescrits dans l'arrêté ministériel
- liste mentionnant les volumes maximaux susceptibles d'être présents à annexer au plan des stockages
- information des poteaux d'incendie sur le plan des moyens de secours
- justificatifs de compétences du personnel susceptible d'intervenir avant l'arrivée des secours.

L'exploitant devra :

- justifier de la transmission du PDI aux services d'incendie et de secours
- mettre à disposition le PDI ainsi que les fiches de sécurité (FDS) à l'entrée du site (boîte pompier fixé à côté du portail avec ouverture avec une clé triangle par exemple)
- mettre en place les mesures permettant l'accès au services de secours en périodes non ouvrées
- mettre en place un suivi à minima hebdomadaire de l'état des stocks de déchets
- mettre à disposition l'état des stocks à jour (comme proposé par l'exploitant lors de la visite d'inspection) dans la future « boîte pompier » avec le PDI et les FDS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1 – II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Prescription contrôlée : [...] « Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. « Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. « Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. « Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. »
Constats : A ce jour, aucun exercice de défense contre l'incendie n'a été réalisé. L'exploitant prévoit un exercice à l'issue de la formation extincteurs (voir point précédent).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un compte rendu de l'exercice devra être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois